

Le deal Trump-Poutine

LA FIN DE LA GRANDE ILLUSION EUROPÉENNE

Washington et Moscou négocient seuls, les États-Unis ne garantissent plus la sécurité du Vieux Continent, l'Ukraine est défaite... : pour l'Europe, le printemps sera glacial

PAR **PIERRE LELLOUCHE**

A Munich, le week-end dernier, les Européens ont pris en pleine face une vérité qu'ils ne voulaient pas voir : Trump va tenir sa promesse de mettre fin à la guerre d'Ukraine, qu'il juge « *ridicule* ». Et il va le faire, à l'issue d'une conversation téléphonique d'une heure et demie avec Poutine, le 12 février... aux conditions de ce dernier.

La négociation se fera entre Américains et Russes uniquement. La Russie obtient ses deux principaux objectifs de guerre : l'Ukraine ne rentrera jamais dans l'Otan, tandis que la Russie conservera les territoires conquis militairement en Crimée et dans le Donbass.

Avec les Ukrainiens, les Européens sont les grands perdants de ce tournant de l'Histoire.

Entrés dans cette guerre sous le coup de l'émotion et de l'indignation, au demeurant légitimes, ils n'ont fait que suivre, sans avoir défini la moindre stratégie, une administration Biden hésitante et finissante, elle-même incapable de définir ses propres buts de guerre, hormis d'éviter une « *Troisième Guerre mondiale* » (dixit Biden), tout en répétant que « *rien en Ukraine ne sera décidé sans l'Ukraine* »... Mais voilà : Trump, largement réélu, vient de changer radicalement la donne.

LUCIDE
Avocat, ancien député et spécialiste des relations internationales, Pierre Lellouche se démarque par sa parole libre.

Non seulement Trump veut en finir avec la guerre en Ukraine, non seulement il exige des Ukrainiens d'être « *remboursé* » en terres rares pour l'aide déjà déboursée, mais il exige aussi des Européens de doubler *a minima* leurs dépenses militaires pour permettre à l'Amérique de se concentrer sur d'autres régions du monde, à commencer par la menace chinoise. Exit l'illusion d'une protection américaine quasi gratuite comme cela était le cas depuis 70 ans. En prime, les Euro-

péens auront dû subir à Munich, de la part du vice-président J. D. Vance, une véritable leçon de démocratie : l'Europe, a-t-il asséné sans la moindre précaution oratoire, a fait reculer les libertés au nom du progressisme.

En pleine guerre par procuration avec la Russie, l'alliance vient donc de se fracturer spectaculairement, militairement autant qu'idéologiquement. Et l'Europe, sidérée, se retrouve seule face à son destin...

LE RÉVEIL EST BRUTAL

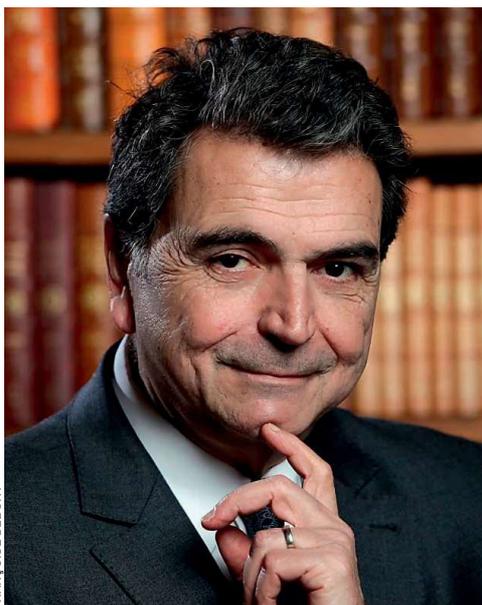
Tout au long de la guerre, les Européens s'étaient contentés de répéter, sans définir le moindre objectif stratégique, le fumeux mantra du « *aussi longtemps que nécessaire* ».

Ils maintenaient publiquement l'illusion d'une prochaine adhésion de l'Ukraine à l'Otan, alors même qu'ils savaient pertinemment que les Américains – d'Obama à Biden et Trump – y étaient opposés, l'illusion de l'Otan leur permettant d'exclure toute négociation avec la Russie sur un statut de neutralité de Kiev. Et surtout, malgré les grands discours sur la « *souveraineté européenne* » ou « *l'Europe de la défense* », ils n'entreprenaient aucun réarmement digne de ce nom.

Finalement, après trois ans de guerre aussi dévastatrice qu'inutile, l'Ukraine, dépecée, n'entrera toujours pas dans l'Otan et reste sans garanties solides de sécurité...

Dindons de la farce, les Européens le sont aussi sur le plan économique. Après avoir englouti 150 milliards d'euros, perdu l'accès au gaz russe bon marché (pour le remplacer par du gaz liquéfié américain quatre fois plus cher) en même temps que des dizaines de milliards d'investissements en Russie, les voilà non seulement exclus des négociations de paix, mais appelés à prendre en charge des garanties de sécurité hors de leur portée, en plus de la reconstruction de l'Ukraine à hauteur de 700 milliards d'euros – qu'ils n'ont pas...

Enfin conscients qu'ils risquent de se retrouver littéralement effacés de



FRANÇOISE DEBORT

leur propre histoire, les Européens vont tenter de réagir. C'est le sens du mini-sommet dit « *de travail* » tenu à Paris lundi dernier, au lendemain de la conférence de Munich, en vue de réclamer à tout le moins un strapontin lors des futures négociations de paix, et de commencer à examiner qui des Européens serait prêt à s'engager militairement en Ukraine après un éventuel armistice. Dilemme redoutable : rester à l'écart est impensable pour les Ukrainiens qui, privés du soutien américain, réclament aujourd'hui par la voix de Zelensky « *une armée européenne de 200 000 hommes* » ; en revanche, s'engager en Ukraine, à supposer que l'on puisse réunir les 200 000 hommes, risquerait d'entraîner les Européens dans un bourbier sans fin, et cela sans protection américaine. Car le secrétaire américain à la Défense a déjà prévenu : si les Européens choisissaient de s'engager, ils le feraient « *hors article 5* » de l'Otan, c'est-à-dire à leurs risques et périls, hors de toute protection américaine...

Ce scénario noir confirme en tous points, hélas, l'analyse qui était la mienne depuis le début du conflit il y a trois ans, que j'avais développée dans mon livre *Engrenages*, paru en octobre dernier.

Cette guerre épouvantable, qui a dévasté l'Ukraine, fait plus d'un million de victimes – morts et blessés – des deux côtés et huit millions de réfugiés, aurait pu être évitée. Elle aurait même pu être interrompue dès mars-avril 2022, alors que les négociations russo- ukrainiennes, sous médiation turque, étaient sur le point d'aboutir.

Elle s'est pourtant poursuivie, trois années durant, alors qu'il était clair que l'Ukraine, réduite à une trentaine de millions d'habitants face à 145 millions de Russes, ne pouvait tout simplement pas reconquérir les territoires perdus. Qu'elle ne pourrait continuer à se battre que tant que les Américains acceptaient de livrer les armements nécessaires, les arsenaux européens étant vides. Or,

même après l'échec de la « *grande offensive* » ukrainienne de juin 2023 qui rendait illusoire toute reconquête par la force du Donbass et de la Crimée, même après le signal d'alarme qu'avait constitué l'interruption six mois durant, à la demande de Trump, des livraisons américaines, les Européens, derrière Biden, ont continué à présenter la poursuite des combats « *aussi longtemps que nécessaire* » comme la seule option possible. Avec le général Mark Milley, j'étais, début 2023, l'une des rares voix à insister sur l'urgence d'une solution négociée, avant que l'Ukraine ne se retrouve encore plus affaiblie.

BIEN LOIN DU GREEN DEAL

Aucun de ces avertissements n'a été entendu. Au contraire, les rares voix qui se sont élevées pour critiquer la poursuite de la guerre ont été invariablement traitées de « *suppôts de Poutine* »... ce qui dans mon cas ne manquait pas de sel, après avoir été traité d'« *atlantiste* » des décennies durant pour avoir notamment présidé l'Assemblée parlementaire de l'Otan au début des années 2000.

L'important, désormais, est comme disent les militaires de conduire un indispensable « *retex* ». Comprendre le pourquoi de toutes ces erreurs successives et surtout nous préparer à un avenir des plus difficiles en Europe. Il est en effet douteux que l'accord

IL FAUT NOUS RÉARMER D'URGENCE EN CESSANT DE NOUS BERGER D'ILLUSIONS BRUXELLOISES

à la va-vite américano-russe qui se dessine soit de nature à organiser une paix durable sur le continent. Le pire, comme le craignait Jacques Bainville en 1919 à propos du traité de Versailles, étant « *de refermer la plaie en laissant l'infection à l'intérieur* ». Or c'est très précisément ce qui risque de se passer avec l'Ukraine amputée, dévastée économiquement, politiquement instable, mais militairement sur-armée, que nous allons trouver à côté de nous au lendemain du conflit. Une Ukraine à qui, de surcroît, nous avons promis une entrée rapide dans l'UE...

C'est cela désormais qui nous attend, très loin du Green Deal de madame von der Leyen. Très loin aussi de l'illusion d'une protection américaine garantie comme pendant la Guerre froide.

Tout repenser à commencer par l'Europe, réarmer d'urgence, et d'abord au niveau national, en cessant de nous bercer d'illusions bruxelloises, voici ce qui nous attend. Cela avec une situation politique bloquée au lendemain de la dissolution et 3 000 milliards de dettes. Pourtant, il faudra bien que la France fasse front, une fois encore... ■



NAG/SHUTTERSTOCK/SIPA



« **ENGRENAGES :** La guerre d'Ukraine et le basculement du monde », Odile Jacob, 368 pages, 23,90 euros.